

Résumés

J. CHOWHAN et M. PRUD'HOMME : [“City Comparisons of Shelter Costs in Canada: A Hedonic Approach.”] « Comparaisons intervilles du coût du logement au Canada : une approche hédonique. » Les différences géographiques entre les niveaux de prix sont fortement influées par les variations du coût du logement. On propose depuis longtemps, avec plus ou moins de succès, des solutions pour tenir compte des différences qualitatives du logement dans la construction d'indices de prix. Récemment, l'utilisation de la modélisation hédonique à un ensemble complet de données sur les loyers a donné des résultats prometteurs, au point qu'il est maintenant possible d'inclure le logement, auparavant absent, dans le programme des statistiques officielles de Statistique Canada sur les comparaisons géographiques des niveaux des prix.

La popularité et le besoin de telles statistiques qui offrent la possibilité de faire des comparaisons géographiques de niveaux de prix ne cessent de prendre de l'ampleur. Les différences de niveaux de prix interrégionales ont une incidence sur les comparaisons interrégionales du coût de la vie. Ces statistiques sur les différences interrégionales de prix sont d'intérêt pour les administrations publiques, les particuliers et les chercheurs. Les sociétés peuvent aussi les consulter lorsqu'elles cherchent à égaliser le pouvoir d'achat des employés qui sont localisés dans des centres où les niveaux de prix sont différents. En outre, puisqu'elle quantifie ces écarts, cette nouvelle source d'information susmentionnée facilitera éventuellement les prises de décision, car on pourrait l'utiliser comme déflateur pour rajuster les salaires ou les niveaux de revenu régionaux, une question importante dans le contexte socioéconomique actuel.

L'inclusion du logement dans l'indice spatial est essentielle, car la plus grande partie de la variation du coût de la vie au Canada est due à des différences de coût du logement. Cependant, jusqu'à présent la mesure du coût du logement posait des défis au programme des indices de prix spatiaux. Plus précisément, l'hétérogénéité du logement empêchait de faire des comparaisons interrégionales précises de prix. Dans le présent document, nous poursuivons la recherche en poussant plus loin l'élaboration des techniques employées antérieurement et en concentrant notre attention sur un modèle particulier utilisé pour calculer des indices de prix spatiaux expérimentaux du logement.

La présente étude s'appuie sur une méthode d'équivalence locative pour imputer une mesure du coût des services de logement pour les propriétaires. Afin de tenir compte de la nature hétérogène du logement, nous produisons les indices

de Laspeyres, de Paasche et de Fisher-Törnqvist pour la comparaison spatiale des coûts du logement selon une méthode hédonique. Nous utilisons une forme fonctionnelle semi-logarithmique du modèle pour exécuter la régression hédonique corrigée pour la qualité, qui fournit l'information requise pour le calcul des indices interrégionaux des prix des logements locatifs. Nous calculons 16 indices spatiaux pour 16 centres urbains afin de pouvoir comparer les prix de location corrigés pour la qualité dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) du Canada.

J.A. BROX : ["The Impact of Public Services on the Pattern of Private Spending in Atlantic Canada."] « L'Impact des services publics sur la structure des dépenses privées dans les Provinces atlantiques du Canada. » Cet article examine les effets des dépenses publiques sur la consommation et l'épargne privées. Une question clé à ce propos est la suivante : les biens (services) publics représentent-ils des compléments ou des substituts nets à la consommation privée?

Afin de réaliser cette étude empirique, une nouvelle variante du système de demande presque idéal (AIDS) est développée qui permet que les demandes individuelles dépendent de la quantité des biens publics fournis et qu'elles soient sensibles aux changements de structure comme la formation de la zone de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Ce système, appelé le système conditionnel de demande presque idéal (CAIDS) est l'analogue du modèle de coût variable translog utilisé souvent dans l'analyse de la production, pour permettre à ce que les dépenses des facteurs variables dépendent du niveau présent du facteur fixe. Plusieurs études examinent en profondeur les différences régionales de la structure de consommation en utilisant des méthodes similaires.

Nos résultats empiriques suggèrent que la présence des biens publics a un impact sur la structure des dépenses privées. C'est ce que suggère la statistique t des coefficients individuels. Cependant le test du logarithme du rapport de vraisemblance des restrictions requises pour appuyer l'hypothèse nulle qu'il n'y a pas d'impact nous mène à rejeter fortement l'hypothèse de non impact. On arrive à la même conclusion en ce qui concerne les changements structurels qui ont suivi la signature de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

En plus, les résultats empirique du système conditionnel de demande s'accordent généralement avec d'autres études. Nous trouvons que les dépenses des biens durables et des services sont élastiques par rapport au revenu, et que l'épargne et les biens semi-durables sont élastiques par rapport au prix. En examinant les élasticités croisées, nous trouvons qu'il y a surtout substituabilité, le seul cas significatif de complémentarité étant celui des biens durables et des biens non-durables.

En ce qui concerne l'approvisionnement de biens publics, nous trouvons que la croissance de tels biens mène à la croissance des dépenses des biens durables et de l'épargne, alors que les dépenses de services diminuent.

Notre analyse traite les différents types de dépenses publiques comme constituant le même bien ou service public agrégé. Il serait évidemment mieux de diviser les dépenses publiques par type et par niveau de gouvernement. C'est ce que nous comptons faire dans nos travaux à venir.

C.J.A. MITCHELL: ["Population Change and External Commuting in Canada's Rural and Small Town Municipalities: 1996-2001."] « Mouvement de la population et migration de l'extérieur vers les municipalités des régions rurales et des petites villes de 1996 à 2001. » Au cours des 25 dernières années, un nombre croissant de géographes ont exploré la dynamique du mouvement de la population dans les municipalités les plus petites du Canada. Le présent travail contribue à la documentation de ce phénomène en examinant la relation entre le mouvement de la population et la migration de l'extérieur [c.-à-d. vers une grande région métropolitaine de recensement (RMR) ou agglomération de recensement (AR)] dans huit tranches de tailles qui englobent les municipalités des régions rurales et des petites villes du Canada. Quatre objectifs sont traités. Le premier consiste à décrire le mouvement de la population dans les municipalités des régions rurales et des petites villes du Canada de 1971 à 2001. Le deuxième objectif consiste à grouper les plus petites municipalités du Canada dans l'une de quatre catégories comparatives de mouvement de la population (hausse élevée, hausse modérée, perte modérée, perte élevée). Le troisième objectif consiste à repérer les niveaux de migration de l'extérieur dans chacune de ces catégories. L'objectif final consiste à évaluer la corrélation entre la migration de l'extérieur et le mouvement de la population pour la période de 1996 à 2001.

Une analyse des données de Statistique Canada confirme qu'une perte de population constituait la norme pour de nombreuses subdivisions de recensement (SDR) se trouvant en dehors des grands centres urbains, de 1971 à 2001. Toutefois, en dépit de cette tendance générale, une analyse plus approfondie de la période de 1996 à 2001 révèle qu'un grand nombre des plus petites et des plus grandes municipalités des régions rurales et des petites villes se sont agrandies, aux dépens de celles de taille moyenne. De plus, dans quatre territoires (Alberta, Ontario, Manitoba et Nunavut), de nombreuses municipalités (souvent autochtones) ont affiché des niveaux impressionnants de croissance durant cette période quinquennale.

Les variations spatiales dans le mouvement de population comparatif sont également indiquées pour la période de 1996 à 2001. L'étude permet de constater que très peu de municipalités rurales dans l'Est du Canada ont connu le même niveau de croissance de leur population que d'autres endroits de taille similaire au pays. En fait, un territoire (Terre-Neuve et Labrador), compte non seulement peu de municipalités à "hausse élevée", mais aussi le plus grand taux de municipalités à "perte élevée". Par contre, le Nunavut et l'Alberta se distinguent par leur taux relativement élevé de régions rurales et de petites villes connaissant une croissance rapide.

Les niveaux de migration de l'extérieur varient également de façon considérable au pays. Les résultats démontrent que le taux le plus élevé de municipalités sous "forte" emprise métropolitaine (c.-à-d. dont plus de 30 % des habitants se déplacent pour travailler dans une RMR ou une AR) se trouve en Ontario, à l'Île-du-Prince-Édouard et au Québec, et qu'un nombre relativement peu élevé de ces municipalités se trouve en Saskatchewan et à Terre-Neuve et au Labrador. Des analyses démontrent également qu'il existe un lien direct entre la taille de la

municipalité et le degré d'emprise métropolitaine ; ainsi, plus la tranche de taille est élevée, moins le taux de SDR "sans emprise" est élevé (c.-à-d. moins de 40 habitants faisant la navette pour travailler dans une RMR ou une AR).

Le calcul du coefficient de corrélation de rang démontre un lien faible mais statistiquement significatif entre le mouvement de la population et la migration de l'extérieur, à l'échelle nationale. Il s'agit d'un résultat direct de la situation dans quatre des provinces du sud du Canada. En Ontario, au Québec et en Alberta, on constate un lien positif, alors qu'à Terre-Neuve et au Labrador, le lien est significatif, mais négatif. Les corrélations établies aux fins des tranches de tailles démontrent également un lien significatif, mais uniquement dans les municipalités de taille moyenne. On en conclut que d'autres types de migration sont à l'origine du mouvement de la population dans bon nombre des petites municipalités du Canada.

R. BLAIS et G. CHIASSON : « L'écoumène forestier canadien : État, techniques et communautés - L'appropriation difficile du territoire. » Ce texte aborde la question forestière sous l'angle des régions. Par un retour sur le discours entourant les politiques de mise en valeur des forêts canadiennes, il dégage certaines grandes tendances de fond qui caractérisent l'occupation et la gestion de l'espace forestier. Il montre comment après plus de deux cent d'histoire, les régions pourraient enfin exercer un certain contrôle sur leurs forêts par l'entremise d'une gouvernance locale de la ressource. Nous dégagons ainsi trois périodes distinctes marquées par des rapports différenciés entre les communautés régionales et ou nationale et leurs forêts : le « laissez faire », le « savoir-faire » et le « trans-faire ». Cette évolution aboutit dans la période contemporaine à une certaine appropriation de la forêt par les acteurs locaux et à une conception qui reconnaît au patrimoine forestier une multiplicité d'usages légitimes, même si parfois contradictoires entre eux.

J. E. MATA : « Une analyse comparative des conditions et niveaux de vie des ménages dans l'espace CEMAC. » Cet article propose une analyse comparative de l'évolution des conditions de vie entre le Cameroun, le Congo et le Gabon, trois pays d'Afrique Centrale qui font tous partie de la Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC).

Il cherche à voir si l'écart des niveaux de vie entre les trois pays, dans le temps, s'est accentué ou s'est réduit. Ceci, pour voir si les mécanismes de l'intégration propulsés par la CEMAC ont permis le nivellement des niveaux de vie entre ces pays. Trois ensembles de raisons (historiques, socioéconomiques et sociopolitiques) ont permis de sélectionner les trois pays.

La méthodologie utilisée est une méthodologie comparative, basée sur une analyse économétrique. Cette analyse a d'abord été statique, puis dynamique. La dynamisation s'est inspirée du modèle de Houthakker et Taylor. Dans la méthodologie, a été introduit l'influence d'une variable sous régionale (la moyenne de la consommation dans la sous région) sur une variable nationale (la moyenne de la consommation dans chaque pays).

Les résultats obtenus reflètent la difficulté même d'appréhender les conditions et niveaux de vie du fait de la multitude des variables y afférents et de leur caractère très changeant et lié autant aux mœurs, à la culture qu'au milieu géographique. Les résultats trouvés sont très imprécis. Globalement, le Gabon aurait un niveau de vie plus élevé, alors que la hiérarchie entre le Cameroun et le Congo reste très incertaine.

J. DUBÉ et A. LEMELIN : « Estimation expérimentale des flux d'échanges interrégionaux par la méthode de minimisation de l'entropie croisée. » Cet article présente le résultat d'une estimation expérimentale de flux d'échanges entre des régions par la méthode de minimisation de l'entropie croisée (mesure de Kullback-Leibler). Les flux interrégionaux ont été estimés pour 31 catégories de biens et services, entre trois régions du Québec : les régions métropolitaines de Montréal et de Québec et le reste du Québec. La méthode combine des données de deux sources : les totaux marginaux des tableaux de flux proviennent des matrices de comptabilité sociale régionales de Fréchette, Lemelin et Robichaud (FLR) et se rapportent à l'année 1992; les données sur les flux de transport jouant le rôle de distribution a priori sont celles du Ministère des Transports du Québec (2003).

R. SUIRE : « Cluster « créatif » et proximité relationnelle : Performance des territoires dans une économie de la connaissance. » Cet article propose de s'interroger sur la notion de cluster créatif. Nous mettons d'abord en évidence le degré croissant d'ancrage territorial à mesure que se substituent les externalités non marchandes (principalement de connaissances) aux externalités pécuniaires. Puis, nous focalisons sur l'environnement relationnel des individus qualifiés et créatifs qui doivent être envisagés à la fois comme des actifs spécifiques d'entreprises fortement innovantes mais aussi comme des ressources que le territoire doit capter et retenir. Partant du principe du double encastrement de la connaissance, social et territorial, nous proposons que la stratégie d'attractivité s'inscrive non seulement dans la cohérence de la trajectoire de développement mais doit aussi mettre en valeur les espaces productifs ainsi que les espaces relationnels en s'appuyant sur les dynamiques inter-communautaires.

D. VOLLET et M. GUERIN : « Effets économiques du paysage sur le développement régional : Illustration à partir d'une zone rurale française (le Pays de la Météorite). » Une première conceptualisation d'un circuit économique du paysage a été tentée dans une petite région du centre de la France (le Pays de la Météorite). Les effets directs, indirects et induits ont été estimés à partir d'enquêtes directes auprès des entreprises ou collectivités locales et d'un modèle hybride entre multiplicateur keynésien et de la base. Ceux-ci restent limités (autour de 2 % de l'emploi local). De plus, le circuit économique fait apparaître deux éléments, pouvant remettre en cause sa pérennité : les agents économiques constituant le paysage le valorisent faiblement ; les aires de financement et de consommation du paysage ne coïncident pas forcément.